

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-REDACTION : 29, RUE PIAT — PARIS (20^e) (Métro : Pyrénées)

**La C. G. T. avec ses
2.600.000 adhérents
peut empêcher la
guerre qui s'organise!**

**IL FAUT REPARLER
DE LA MOTION
DES CORRECTEURS...**

Par son action directe, le prolétariat a vaincu :

Les classes sont face à face

Les grèves qui se sont déroulées et qui se déroulent encore ont nettement établi la délimitation des classes.

Que ne nous a-t-on pas dit à propos des classes moyennes. Tous les techniciens, les économistes distingués de la C.G.T. nous ont maintes fois mis en garde contre la schématisation trop catégorique des classes. Il fallait conquérir les classes moyennes pour les empêcher de rejoindre leur pôle d'attraction naturelle, qui est le capitalisme.

Des plans, des programmes se sont élaborés qui avaient cette mission. Le Front populaire en était la grande expression. Les petits patrons étaient unis à leurs ouvriers pour une victoire commune...

La lutte des salaires devait remettre de la clarté dans cette confusion.

La farce des 200 familles disparue, patrons et ouvriers se trouvaient face à face.

Les cahiers de revendications délimitaient nettement les frontières. Tels petits industriels qui avaient voté Front populaire, voire communiste, se retrouvaient de l'autre côté de la barricade et étaient parmi les patrons les plus intransigeants.

Tels ouvriers ou techniciens qui s'étaient prononcés contre le Front populaire se retrouvaient auprès de leurs frères de classes pour exiger de meilleures conditions d'existence.

Qui donc maintenant osera encore nier la lutte des classes. Qui donc osera encore nier que le prolétariat est la grande force révolutionnaire. Toutes les sous-classes qui ne sont pas rattachées à lui par leurs conditions économiques, seront fatalement contre lui. Elles s'opposent à son émancipation, leurs intérêts de classe les y obligent.

Et c'est au moment où cette démarcation nette des classes s'établit que l'on nous ressort la théorie d'intérêt général ; non, il n'y a pas d'intérêt général. Le prolétariat n'améliore ses conditions d'existence, et ne s'émancipe qu'au détriment du capitalisme. Ce dernier n'augmente ses dividendes qu'au détriment du prolétariat. Les grèves l'ont nettement démontré.

Vouloir unir sur un même programme prolétaires et bourgeois et un non-sens qui ne peut aboutir qu'à une faillite lamentable.

La classe ouvrière doit avoir sa politique autonome, sa politique propre. Les classes moyennes ne peuvent qu'entraver son action, la détourner de la voie de son émancipation.

Pendant que les travailleurs occupaient les usines, les radicaux effrayés par cette vague révolutionnaire, exigeaient du gouvernement des mesures d'ordre. Ils étaient prêts à rompre le Front populaire. Ils veulent ces graves gens, travailler au bien-être des travailleurs, mais dans l'ordre, dans le respect de la sainte propriété. En bons bourgeois, pris de peur, ils étaient prêts à répandre le sang ouvrier. Ils restent dans la tradition — mais nous avons la nôtre à perpétuer ou à ressusciter.

En masse les travailleurs ont rejoint l'organisation syndicale. Cette dernière ne répondra aux aspirations des prolétaires que si elle rompt nettement avec la politique de collaboration gouvernementale ou elle s'embourbe. Que si devant l'incapacité capitaliste elle revendique pour le prolétariat la gestion des moyens de production et d'échange.

La situation est révolutionnaire, c'est révolutionnairement qu'il faut l'envisager.

lib

AMIS DE LA REGION PARISIENNE

retenez votre journée du 14 juillet pour assister à notre

Balade Champêtre

qui se tiendra à

L'ILE DE LA GRENOUILLERE à BOUGIVAL.

(Transports par autobus)

C'EST PAR ELLE QU'IL SE LIBÉRERA

Rendue méfiante par les formules de paix sociale et de réconciliation nationale des classes, présentées par les hommes qu'elle venait de hisser au pouvoir, la classe ouvrière de ce pays a signifié sa volonté de voir les promesses passer sans plus attendre dans le domaine de la réalité.

En un courant irrésistible, l'immense majorité du monde du travail, prenant enfin conscience de sa force, s'est dressée pour, non plus quémander, mais exiger que le progrès technique ne soit plus une cause de misère pour les travailleurs, mais contribue à l'amélioration de leurs conditions de vie.

La tactique de l'occupation des entreprises s'est rapidement généralisée sur tout le territoire et, déjà, la bourgeoisie apeurée, entrevoyant l'échéance fatale, se préparait à faire ses malles, lorsque Léon Blum, brûlant les étapes, s'est précipité aux fonctions gouvernementales pour endiguer le mouvement révolutionnaire qui s'amorçait.

Et l'on a assisté au concert de louanges de la presse bourgeoise envers le sauveur qui assurait la sécurité intérieure par le dépôt des projets de lois sur le contrat collectif, les congés payés, les 40 heures, etc.

Aussi, malgré l'usurpation qu'en veulent faire les manitous du Front populaire, il saute aux yeux que cette première victoire reste tout entière à l'actif de la classe ouvrière ; car c'est sur sa pression, sur la frousse salutaire qu'elle a inspiré aux profiteurs de tout acabit, qu'elle a fait sanctionner promptement certaines de ses revendications sociales les plus urgentes.

Ainsi, tandis que dans le même

temps Jouhaux palabrait à Genève et se heurtait à l'intransigeance des représentants du patronat français sur le problème des 40 heures — en suspend au B.I.T. depuis nombre d'années — en moins de quinze jours l'action directe ouvrière l'imposait sans coup férir.

Mais il ne suffit pas que ces réformes soient inscrites dans le cadre de la loi, bien au contraire. Un long passé d'expériences décevantes nous enseigne que celles-ci sont surtout destinées à canaliser les révoltes ouvrières et qu'elles sont le plus souvent détournées de leur but par ceux-là mêmes qui sont chargés de les appliquer.

C'est l'exemple de la loi de huit heures, sabotée par les législateurs par les multiples dérogations qui furent annexées et contre lesquelles les ouvriers eux-mêmes ne surent pas se défendre, comme ils ne surent pas maintenir les délégués d'ateliers imposés par leur action en 1919.

C'est pourquoi nous répéterons sans nous lasser, car tel est notre rôle, que les réformes sociales n'auront de valeur que dans la mesure où les travailleurs sauront en exiger l'application pratique.

C'est dans la mesure où leur vigilance avertie saura s'exercer, que les modalités prévues dans le contrat collectif leur seront profitables et qu'ils pourront, par la suite, élargir ces premiers avantages.

Si les travailleurs prennent conscience des possibilités énormes qui leur sont offertes par ce dernier moyen, c'est la brèche ouverte dans la voie du

contrôle ouvrier qui doit leur permettre de pénétrer les rouages secrets de l'exploitation capitaliste, non seulement pour pouvoir revendiquer en connaissance de cause, mais aussi pour se préparer à la gestion future qui reste le but de nos efforts communs.

La commission administrative de la C.G.T. a cru pouvoir déclarer à la suite des accords conclus et des promesses enregistrées, qu'un ordre nouveau était né.

Nous pensons qu'une telle affirmation comporte de lourdes responsabilités pour ceux qui la formulent et nous voulons croire que la classe ouvrière organisée qui, elle, veut que ça change, et qui vient de l'affirmer par des actes, saura leur faire comprendre le sens qu'elle attache à ces mots et démontrer qu'elle ne se contentera pas de formules toutes faites.

L'heure des réalisations approche. Syndicalistes, révolutionnaires sincères, c'est à vous qu'incombe la lourde tâche de défendre le mouvement ouvrier contre les déviations opportunistes qui ont jusqu'à ce jour entravé la voie de son émancipation.

En masses compactes, des éléments nouveaux rejoignent les organisations ouvrières, avides d'employer leur activité au mieux-être social. Sachons être assez intelligents pour les retenir et assez vigilants pour les garder de la contamination réformiste de paix sociale par la pratique de l'action directe.

Pour les luttes qui viennent, nous devons, nous aussi, prendre conscience de nos responsabilités.

Les deux "Léon"

Léon Blum n'a pas offert officiellement un portefeuille à Léon Jouhaux. Mais il a proposé à la C.G.T. de participer effectivement à la composition de son cabinet et il n'est pas douteux que la C.G.T. avait accepté d'entrer dans l'équipe ministérielle, son délégué — ministre du Travail — sans doute — eût été Léon Jouhaux.

Et si, s'estimant trop à l'étroit dans les attributions forcément limitées du ministère du Travail, Léon le Gros eût préféré prendre place, comme ministre d'Etat, aux côtés de Paul Faure, Léon le Mince lui eût allégrement consenti cette faveur.

Il eût été logique et fort adroit que le personnage le plus représentatif et le plus qualifié de la C.G.T. : son secrétaire général fit pendant au délégué le plus autorisé de la S.F.I.O. : son secrétaire général.

Mais, lié par une décision explicite du Congrès de Toulouse, Jouhaux a dû décliner l'honneur (?) de devenir ministre, s'il voulait conserver l'avantage de rester secrétaire général de la puissante C.G.T.

Il n'en fait pas moins, sous une forme indirecte, partie du ministère.

Car, il est visible que, depuis son entrée en fonctions, le gouvernement du Front Populaire travaille parallèlement sur deux plans : le Parlement et la rue, en s'appuyant : ici sur la masse syndicale et là, sur les Partis politiques dits « de gauche ».

Sur le premier plan, c'est Léon Blum et ses collaborateurs qui dirigent les opérations ; sur le second, c'est Jouhaux et ses collègues qui opèrent.

L'entente est parfaite entre les deux Léon : Blum, président officiel du Ministère légal et constitutionnel, et Jouhaux, président en partibus (si j'ose dire) de l'autre Ministère.

Ainsi, les deux Léon sont comme les deux jambes qui ont pour fonction d'assurer la marche et l'équilibre du gouvernement actuel.

Je ne dis que ce qui est.

On ne saurait nier le rôle directeur de la C.G.T. réunifiée dans le mouvement de grève

ve qui, directement ou par ricochet, a englobé presque toutes les corporations.

Le mouvement est parti des syndicats rattachés aux industries métallurgiques. Les travailleurs métallurgistes n'ont pas déserté leurs ateliers ; ils s'y sont installés ; ils ont fait la grève « sur le tas ».

La force contagieuse de l'exemple s'est immédiatement affirmée. Il suffit, parfois, d'une allumette imprudemment jetée par un

L'ORDRE CONTRE L'ANARCHIE

PIRE QUE LES GOUVERNEMENTS REACTIONNAIRES

Sous le gouvernement de Front populaire les révolutionnaires doivent se taire.

C'est ce qu'ont pu constater les camarades trotskistes dont le journal LA LUTTE de la semaine dernière a été saisi par ordre

Nous avons eu entre les mains le journal poursuivi. Il se contente de commenter les événements grévistes à la manière de l'HUMANITE d'il y a dix ans. C'est sans doute plus dangereux pour les gouvernements actuels que les élucubrations et les bruits alarmistes contenus dans les journaux réactionnaires (L'ACTION FRANÇAISE).

Mais nous croyons voir à l'origine de ces poursuites une petite revanche personnelle de Léon Blum et des staliniens français qui d'ailleurs croient esquiver leurs responsabilités en insérant dans l'HUMANITE, le lendemain de la saisie, la manchette suivante : « Et si plutôt on saisissait l'ACTION FRANÇAISE. »

Fumistes !

En dernière heure nous apprenons l'arrestation de sept camarades « trotskystes ».

Nous protestons énergiquement et appelons nos militants à agir partout pour exiger leur libération immédiate.

fumeur pour que, de proche en proche, une vaste forêt se transforme en un immense brasier.

C'est ce qui s'est produit.

De Paris, l'agitation gréviste a gagné la région parisienne et s'est ensuite propagée en province avec une rapidité foudroyante.

Organisation nationale, la C.G.T. a pris la direction et la responsabilité de ce mouvement devenu national.

C'est elle qui a assuré la circulation de ses mots d'ordre ; elle qui, par ses délégués, a surveillé la stricte application de ses instructions ; elle qui, d'accord avec le Gouvernement, a provoqué la conférence qui réunissant la délégation patronale et la délégation ouvrière, a abouti aux accords du 7 juin.

C'est, sinon sur l'ordre du moins sur les conseils de la C.G.T., que la grève a continué sur tels points et que sur tels autres le travail a repris, et c'est encore la C.G.T. qui a la parole à propos de tous les conflits qui restent en voie d'arrangement.

La C.G.T. ? c'est-à-dire Léon Jouhaux, car s'il est vrai que, en l'occurrence, la C.G.T. se prononce et agit au nom de la classe ouvrière de France, c'est Jouhaux qui, tout comme un Doumergue, un Laval, un Blum lui-même, adresse, au nom de la C.G.T. à la population de France des discours radiodiffusés par un poste d'Etat et reproduits par la presse.

Lisez ces discours. Ils ne sont pas « quelconques ». Ils distribuent l'éloge et le blâme ; ils conseillent et ils menacent ; ils prescrivent et ils interdisent ; ils qualifient et habilitent. Ils font entendre la parole autorisée d'un « chef » qui, à la tête d'une armée considérable, engage la totalité de ses troupes dans une action de grande envergure et dont l'enjeu a un caractère décisif et global.

Témoin, cette affirmation qui termine l'allocution, radiodiffusée par le poste « officiel » des P.T.T., que Jouhaux a prononcée, le dimanche 14 juin, à 13 h. 30 :

(Suite page 2.) SEBASTIEN FAURE.

La main de l'étranger

Le 12 juin, l'Humanité publiait un communiqué du syndicat des Métaux qui soulignait à juste titre la responsabilité de la Chambre syndicale patronale de la métallurgie dans la prolongation de la grève, et qui engageait les métallurgistes à poursuivre leur action revendicative dans « la discipline et la tenue admirable » dont ils avaient fait preuve depuis le début du conflit.

Le jour même, un communiqué du parti communiste à l'Agence Havas (des 200 familles) annonçait à toute la presse (pourrie) que « le camarade Raveau » avait été relevé de son poste de chef de rubrique à l'Humanité pour « avoir fait le jeu des exploités » en reproduisant dans ce journal le communiqué syndical.

L'avant-veille, en effet, Maurice Thorez avait brusquement déclaré, aux applaudissements de tous les journaux bourgeois « qu'il fallait savoir « terminer une grève », et il eût été dangereux, pour le Comité des Forges et pour l'état-major national-communiste, que les lecteurs ouvriers de l'« Huma » pussent savoir que la grève continuait dans la métallurgie (comme elle continue encore dans certaines corporations) du fait de l'intransigeance patronale, et cela malgré l'arbitrage du gouvernement.

Ce même 12 juin, selon des renseignements à nous parvenus de source sûre, se produisait dans l'industrie métallurgique parisienne, aux usines Caudron, de Guyancourt, un incident extraordinairement révélateur.

L'accord une fois conclu entre la direction et les ouvriers, ceux-ci demandèrent le renvoi de celui d'entre eux qui, à côté du drapeau rouge, avait hissé sur l'usine le drapeau tricolore. La direction s'y étant refusée, l'accord était dénoncé et la grève reprenait.

Bien entendu la presse escamota l'incident de Guyancourt.

Il eût été dangereux pour la bourgeoisie française et pour les états-majors « ouvriers » que la nouvelle se répandit que des prolétaires d'une usine parisienne considéraient comme une trahison le fait d'avoir hissé, à côté du drapeau de l'internationalisme révolutionnaire, le drapeau des Versaillais et du comte de la Roche.

Cette énergie, qui s'affirme dans la prolongation du conflit, il fallait bien que les chefs fissent mine de l'expliquer. Leur peur, il fallait bien qu'ils l'exorcissent.

C'est ainsi que le gouvernement de Front populaire et l'état-major syndical ne craignent point de dénoncer officiellement « les éléments suspects parce qu'étrangers aux formations régulières du Travail », dont l'action prolongeait la grève. C'est ainsi également que la valetaille stalinienne, insultant la combativité ouvrière, parla d'« éléments troubles », et d'« agent de Hitler », immédiatement suivie par la valetaille complice des journalistes bourgeois.

Cheur odieux ! Il n'y manquait que le burlesque.

Le ministère de l'Intérieur s'en chargea avec son invention — délicate attention au grand allié de l'Est du débileux trotskysme !

Que les socialistes et les syndicalistes sincères, assez aveugles pour poursuivre à la veille de catastrophes, les illusions du réformisme nous pardonnent !

Si nous voyons, nous autres, dans le mouvement historique qui dresse actuellement les masses françaises contre leurs exploités, la main de l'étranger, c'est celle de gens en place, ou au pouvoir, qui sont bien étrangers à toute volonté révolutionnaire.

C'est celle aussi, au sens le plus strict du mot, de ces complices de l'impérialisme tricolore, de ces agents de l'état knout-soviétique, qui, sur un télégramme ou un chèque de Moscou, par vanité, par lâcheté ou par cupidité, déshonorent nos raisons de vivre.

B.

Imposons l'amnistie totale Conquête des pouvoirs

S'il est un devoir sacré pour les opprimés du régime c'est bien celui d'arracher des geôles capitalistes ceux des leurs tombés pour la cause de l'émancipation sociale.

Or, si l'on considère le projet d'amnistie présenté par le gouvernement de Front Populaire, — qui ressemble comme un frère à ses prédécesseurs — il semble que notre action dans ce domaine doit être plus vigilante que jamais.

En effet le projet étiégué dont vient d'accoucher le gouvernement Léon Blum, pour être soumis aux Chambres, ne comporte nullement l'amnistie tant attendue par les déserteurs et insoumis de la dernière guerre.

Ceux-ci pourront continuer à crever en Guyane ou à végéter lamentablement dans les prisons de la Troisième République c'est là le moindre souci des gouvernants patriotes du Front Populaire sans doute plus enclins au respect de l'odieux code militaire qu'à des mesures humanitaires.

Quant à ceux qui ont réussi à sauvegarder leur liberté, au prix de mille sacrifices, ils continueront leur douloureuse existence de bête traquée.

Les objecteurs de conscience qui sont dans le même cas ne sont pas non plus compris dans le bénéfice des « grâces amnistiantes ».

La loi Forcinal votée contre eux le 8 juillet 1934 ne saurait être désavouée par ceux qui prétendent tout sacrifier à la sécurité intérieure et extérieure de la France.

Oubliés eux aussi les malheureux proscrits politiques à qui on a retiré la carte d'identité et qui se sont vu gratifier d'un arrêté d'expulsion qu'ils n'ont pu observer et pour cause : aucun pays ne voulant les recevoir. Sans travail et par conséquent sans ressources, obligés de se cacher, de vivre en marge ou plutôt de crever de faim, ils ont plusieurs fois tenté d'attirer l'attention des pouvoirs publics sur leur situation misérable ; ceux-ci se contentent de les mettre à l'ombre de temps à autre pour infraction à un arrêté d'expulsion... et le petit jeu recommence.

De même les pauvres victimes du brigandage colonial, ceux qu'en vertu du fameux code de l'indigénat on persécute pour le plus grand profit des négriers et des jauriers de la métropole. On se rappelle l'histoire du chemin de fer du Congo-Océan, où 25.000 d'entre eux moururent épuisés de travail et de privations ; les réquisitions d'hommes et de femmes, les impôts en nature, à défaut d'argent ; les expropriations par la force du maigre lopin, en contre partie de droits politiques illusoires ; pas de droit syndical, de liberté de pensée, partout la répression farouche, impitoyable pour ceux qui osent protester. En Indochine, les massacres continuent à perpétuer la renommée sinistre du résident général Robin dont les avions mitraillèrent fient merveille à Yen-Bay. Sous son règne le bagne de Poulo-Condor tempère l'ardeur justiciable des pauvres annamites.

Le sinistre Peyrouton, gendre de Malvy, ayant opéré la plus abominable répression en Tunisie, vient de se transporter au Maroc pour y continuer ses sévices, sous la protection des radicaux.

On connaît les scandales de la Martinique, de Madagascar, etc., pour tous ces martyrs, de « la plus grande France », aucune mesure de clémence.

Au compte-gouttes on appliquera l'amnistie aux victimes des lois scélérates, bien entendu sans aller jusqu'aux infractions aux lois sur les menées anticonceptionnelles des partisans de la procréation consciente. On sait qu'il faut une France forte. Nos camarades partisans de la vasectomie resteront donc dans les ergastules bourgeois à méditer sur la liberté individuelle et le droit de chacun à disposer de son corps.

A moins que tous ceux qui ont soif de justice et pour qui la solidarité n'est pas un vain mot ne se souviennent de l'exemple de leurs frères d'Espagne et apportent eux-mêmes la libération à leurs frères persécutés.

Si les tenants du pouvoir persistent dans leur carence nous devons y songer sérieusement.

Les deux "Léon"

(Suite de 1^{re} page.)

« Notre pays entre dans une voie qui, par l'application loyale des droits nouveaux du travail (1), lui assure la collaboration sincère de la classe ouvrière organisée dans la Confédération Générale du Travail. »

Un chef de Gouvernement ne parlerait pas autrement.

La preuve n'est-elle pas faite de l'étroite collusion qui existe entre la C.G.T. de Léon Jouhaux et le gouvernement de Léon Blum, entre l'action politique dudit gouvernement et l'action économique de ladite C.G.T. ?

N'en soyons pas surpris, puisque nous savons que, tout en refusant de participer à la composition du ministère Blum en y déléguant un de ses membres, la C.G.T. s'est engagée à apporter à ce ministère son appui moral et, plus encore : sa collaboration active et persistante.

Cette collaboration m'inquiète, et pas peu. Ma vive inquiétude vient de ce que je constate qu'il y a partie liée entre le gouvernement du Front Populaire et la grande centrale ouvrière et j'ai le sentiment que cette liaison, si elle se prolonge et suit son cours normal, conduira le syndicalisme à la ruine plus ou moins rapprochée, moins certaine de son indépendance ; qu'elle l'engagera graduellement sur la pente désastreuse de la collaboration des classes ; qu'elle l'habituerà à se satisfaire des menus profits du réformisme ; qu'elle l'éloignera insensiblement du recours à l'action directe ; qu'elle affaiblira petit à petit l'esprit de révolte et la conscience de classe dans le monde des travailleurs syndiqués ; qu'elle induira les exploités à confondre de plus en plus leur intérêt avec l'intérêt général.

Conséquence plus grave encore ; cette collusion installera lentement en une sorte « d'Union sacrée » le prolétariat et la bourgeoisie, toute barrière étant abattue entre gouvernants et gouvernés, entre exploités et exploités, entre profiteurs et victimes du régime social que le syndicalisme à la mission historique d'abolir s'il veut libérer le travail et affranchir les travailleurs.

Enfin, conséquence encore plus désastreuse : si la guerre éclate — et l'Union sacrée la prépare — elle dressera les uns contre les autres dans une atroce et frénétique tuerie, les ouvriers et paysans des diverses Nations belligérantes.

Le jour où cette sinistre prévision deviendra une abominable réalité, les deux Léon, que je connais et que je sais humains, sensibles et pacifistes, seront précipités dans un abîme de désespoir.

Ils clameront « qu'ils n'ont pas voulu cela ». Et ils seront sincères. Mais il sera trop tard.

SEBASTIEN FAURE.

(1) Ces droits nouveaux sont : la semaine de 40 heures, les congés payés, les contrats collectifs de travail, l'augmentation des salaires, le tout soumis par le gouvernement à l'approbation de la Chambre.

GROUPE DE NANTERRE

Samedi 20 juin, à 20 h. 30, salle Gelloz, 278, avenue de la République, à Nanterre :

GRAND MEETING

pour l'amnistie totale, pour le droit d'asile, pour l'abrogation des lois scélérates.

Orateurs :

P. Le Meillour, J.-S. Boudoux, M. Fourier, C. Marchal, A. Patorni, R. Frémont.

L'expérience du ministère Blum s'ajoute à toutes celles qui ont déjà été faites de l'occupation des Pouvoirs publics par des socialistes, particulièrement en Allemagne et en Angleterre.

Il est certain que beaucoup de travailleurs français partisans fervents du « Front populaire » ont fondé de grands espoirs sur cette expérience politique. Il est clair aussi que ce sont ses résultats, au fur et à mesure qu'ils se manifesteront, qui confirmeront ou modifieront leur opinion, plutôt qu'aucune autre démonstration.

Déjà des jours viennent de s'écouler, riches de faits curieux et importants, très dignes d'étude et d'attention, pleins de paradoxes apparents, d'antagonismes et de surprises comme dans toute période de déséquilibre et de transition.

Il est advenu que des pompiers ambitieux aient allumé des incendies afin de pouvoir se distinguer en les éteignant. Il n'est point exclu que des motifs de ce genre n'aient joué un certain rôle dans les récents événements. Un simulacre de révolution, avec l'autorisation et sous le patronage de toutes les autorités constituées permettent aux nouveaux chefs de prouver qu'ils étaient seuls capables de maintenir dans une juste mesure la masse populaire. Il permettait aussi aux communistes de mettre en valeur leur influence incontestable et d'imposer plus facilement leurs directives au nouveau Gouvernement.

Il est advenu que les ouvriers ont pris ce mouvement au sérieux, et d'autant plus qu'ils avaient de sérieuses revendications à faire valoir, des taux de salaires scandaleux à dénoncer et qu'ils étaient emportés par la contagion de l'exemple.

Tellement ce mouvement prouvait les possibilités de la classe ouvrière qu'il devenait gênant pour le ministère Blum qui venait de se constituer officiellement. Il fallait que les grèves cessent et il fallait qu'elles cessent sur l'initiative et la pression du Gouvernement.

MM. Salengro et Léon Blum trouveront pour cela le concours le plus absolu et le plus inconditionnel de la part des dirigeants de la C.G.T. qui firent exactement ce que le ministère leur demandait.

Il semble que les accords improvisés à l'hôtel Matignon n'aient pas exactement satisfait tous les grévistes. Il semble aussi que le mouvement des grèves ne se soit pas arrêté aussi rapidement que le premier ministre semblait le désirer. Une campagne si odieuse était menée contre ceux qui n'admiraient pas les directives de M. Léon Blum qu'elle est arrivée à dégoûter M. Vaillant-Couturier lui-même.

Cependant un double effet se produit. Le haut patronat se ressaisit, commence à déclarer que les accords qu'on lui a fait signer sont abusifs et à laisser entendre qu'il s'y dérobera le plus tôt possible.

Du côté des grandes organisations ouvrières, ou du moins de leurs chefs, on tend de plus en plus à faire croire que les résultats obtenus l'ont été par l'action politique et non par l'action directe des travailleurs, dont on se méfie. On souhaite ouvertement voir substituer l'intervention de l'Etat à l'exercice du droit de grève.

Ainsi se confirment les tendances qui travaillent depuis bien longtemps les grands chefs de la C.G.T. qui se sont violemment affirmées au Congrès de Toulouse vers ce que ce même Congrès a interdit de nommer intégration du syndicalisme dans l'Etat.

Cependant — et c'est un fait qui peut avoir d'incalculables conséquences — les effectifs des syndicats s'accroissent d'un nombre immense d'adhérents nouveaux, amenés par les grèves mêmes, et dont l'effet peut à bref délai faire revivre l'esprit syndicaliste dans la classe ouvrière et dans la C.G.T. elle-même.

Et cela, c'est une grande raison d'espoir.

L'échec de l'expérience Blum, la faillite du Front populaire ne doivent pas entraîner une défaite de la classe ouvrière ni la dictature d'un « sauveur », à la « nationalisation de la misère », comme dans les Etats totalitaires, tyrannisés par une caste d'opresseurs.

Des jours vont venir qui seront critiques et qui peuvent être décisifs.

EPSILON.

Notes et Glanes

« Tout n'est pas possible ! » s'est écrit le beau même. — Pour des hommes, si ! — Pour des larbins, non ! Car les recruteurs forcés du 120 de la rue Lafayette sont les plus dévoués laquais du régime capitaliste. Ils embrigadent Populo, l'abrutissent de phrases creuses et lui enlèvent toute idée de révolte. — Du calme, camarades ! et... de la résignation. Et c'est ainsi qu'au lieu de saper le capitalisme, on l'étaye, en lui apportant la collaboration de la classe ouvrière.

— Elle était déjà bien lâche, cette classe ouvrière. Elle ne méritait pas cette insulte supplémentaire.

Complicité gouvernementale. Pour ne pas faire mentir Sa Beauté Thorez, Rucart a eu la possibilité de libérer le vieux Bonnat. Et je dis : bravo ! Mais il n'a pas eu celle de libérer Loréal ni les autres militants qui, par force, lui tiennent compagnie à la Santé. Par contre, il a pu poursuivre Fortin et saisir la Lutte Ouvrière.

— A quand la saisie de notre vaillant « Lib. » ? Car n'oubliez pas que lorsqu'on met le nez de ces messieurs dans leurs petites saletés, leur seul argument est de vous traiter de provocateurs et de vous poursuivre. C'est simple, mais il fallait y penser.

Dire que nous avions tous rêvé d'une amnistie générale. Les bagues, les prisons étaient vides. Tous les exilés qui « avaient le mal du pays » pouvaient revenir. Or, d'après les quelques lignes consacrées par la presse aux projets gouvernementaux, je crains que les emprisonnés en vertu des lois de 1920 (propagande malthusienne), que les déserteurs et insoumis ne soient pas compris dans la loi tant attendue de justice et de pardon. Il y aura peut-être quelques grâces particulières. Ce qui, en aucun cas, ne saurait nous satisfaire. Nous ne demandons pas l'amnésie. Nous voulons l'AMNISTIE.

HENRI GUERIN.



Propos d'un Paria

Les gouvernements se suivent, changent d'étiquettes, voire de personnel, mais les méthodes restent les mêmes.

Aussi n'y-t-il pas lieu de s'étonner que, dès le début de son règne, le gouvernement dit de Front populaire n'ait imaginé, pour mettre à la raison ceux qui ne sont pas de son avis, un bon petit complot.

On aurait pu supposer, surtout après les accusations portées par « le citoyen 1910 » je veux dire Monmousseau, à la tribune de la Chambre que ces messieurs à la tête de mort seraient les premiers à encourir les foudres d'une répression d'ailleurs annoncée avec fracas.

Il n'en est rien. Croix de Feu, Sidilaristes et autres francistes continuent tranquillement leur petit boulot.

Ce sont eux les « agents provocateurs » qui ont l'honneur des premières poursuites, des premières perquisitions policières ordonnées par le Front populaire.

Ce sont sur les « agents provocateurs » qui poussent, dans les usines et autres entreprises en grève, les ouvriers à ne pas obéir aux représentants « qualifiés » du prolétariat, et causent ainsi tant de soucis aux professionnels politiques !

Aussi la police, armée de télescopes puissants, cherche-t-elle, dans tous les recoins de Paris et de sa banlieue, ces terribles trotskystes qui veulent mettre notre belle France à feu et à sang.

On a lu, dans certains journaux, des informations sensationnelles sur l'activité de ces fangeux révolutionnaires.

Mais, il y a un malheur, c'est que tout cela n'est qu'une vaste fumisterie bolchevico-policrière destinée à rassurer le public sur la ferme volonté de paix sociale des national-communistes et à assouvir la haine implacable des stalinistes contre ceux qui s'obstinent encore à professer les théories qui furent les leurs, il n'y a pas encore longtemps.

Car, pour qui connaît tant soit peu le mouvement social, il est indéniable que le mouvement trotskyste, la IV^e Internationale, ça n'existe en France qu'à l'état d'embryon, de projet. Quelques cadres et autant dire pas de troupes.

Il n'en est pas moins vrai que, tel qu'il se présente, et étant donné les retournements, les palinodies, et pour tout dire le renversement complet des doctrines qui s'est opéré dans ce qui fut le parti communiste, un parti nouveau, même embryonnaire, constitue pour nos communistes-nationaux un danger certain.

Il ne faut pas chercher ailleurs les causes de cette chasse aux trotskystes que rien, dans un pays de liberté, de démocratie, ne justifie.

Ce sont des procédés de dictature, d'un fascisme qui, pour être matiné de rouge et de tricolore n'en est pas moins haïssable.

Cela promet, pour l'avenir, bien des réjouissances. — Pierre MUALDES.

UN BON CONSEIL

Léon Jouhaux a parlé dimanche au micro. Il a donné aux ouvriers en lutte un bon conseil. Nous extrayons de son discours le passage suivant :

« La Commission administrative de la C.G.T. affirme que le mouvement doit rester sur son véritable terrain, recommande aux travailleurs et aux militants responsables des grèves encore en cours, d'écarter impitoyablement tout étranger aux corporations ou tout provocateur démagogique qui tenterait de faire glisser l'action revendicative sur le terrain extra-professionnel. »

Nous sommes d'accord avec le secrétaire de la C.G.T., c'est pourquoi nous nous empressons de lui indiquer des étrangers notoires aux corporations qui sont intervenus dans les grèves, dont le rôle nécessiterait une enquête sérieuse. Brout, Costes, Clamamus, Cachin, etc.

Si seulement Jouhaux avait donné son conseil plus tôt, les ouvriers les auraient peut-être accueillis avec la pointe de leurs souliers.

UN SPAAK FRANÇAIS ?

Le leader de la gauche révolutionnaire du Parti socialiste, Marceau Pivert, a suscité maintes fois les sympathies des éléments révolutionnaires par ses déclarations répétées en faveur de l'action directe.

« Tout est possible », disait-il encore dernièrement avant l'accession au pouvoir du gouvernement Léon Blum.

Puis, au récent congrès socialiste, nous vîmes les coups d'encensoir à Blum remplacer la phraséologie gauchiste.

Or, nous apprenons qu'avec un certain nombre de camarades de la gauche révolutionnaire, il vient d'être attaché à la présidence du Conseil.

Tout s'éclaire.

ON REGONFLE LES BAUDRUCHES

Est-ce en prévision de la prochaine que le Parti socialiste remonte en épingle l'ignoble pantin Montheu qui, de chansonnier révolutionnaire, devint grand bouffeur de « boches » et préposé au maintien du moral de l'arrière pendant la grande tuerie ?

Pendant des années, il ne put se représenter

sur les scènes parisiennes, d'où il était chassé par ceux qu'il avait trahis.

Il appartenait aux politiciens socialistes de tirer de l'oubli ce sinistre cabotin tombé dans le « mélo » le plus abject, le plus basement crapuleux d'où il tirait sa subsistance.

Ne faut-il pas un chanter au Front populaire ?

Aussi ce laissé-pour-compte de l'élément sain ouvrier eût-il, au congrès socialiste, les honneurs de la tribune pour y donner la primeur d'une goulante « à la gloire » de Léon Blum. Préparons les pommes cuites.

PROBITE

Le Populaire de mardi dernier nous apprend qu'un maçon en chômage, ayant trouvé un sac à main contenant une forte somme d'argent, l'a immédiatement remis à la mairie.

Il ajoute qu'« on ne peut s'empêcher de comparer le geste désintéressé de cet ouvrier en chômage avec celui de deux marchands d'essence de la localité, qui se sont empressés, en bons Croix de Feu, de profiter de la pénurie d'essence pour majorer leurs prix et vendre le bidon 18 francs. »

Les mercantis sont toujours les mercantis, et leur règne est éternel, bien que l'organe socialiste affirme qu'il soit passé.

Mais les pauvres sont toujours les pauvres... Et ce maçon descend sans doute des communistes qui allèrent remettre sous bonne escorte, à Versailles, le magot de la Banque de France qui leur semblait peu en sûreté dans un Paris en ébullition.

Les romanichels.

Le Congrès de la région parisienne

Les grèves encore en cours, l'activité syndicale de nombreux militants, la remise de la date du Congrès, ont fait que relativement peu de délégués ont pu assister au Congrès fédéral.

Excellente atmosphère de discussion, nombreuses décisions pratiques destinées à organiser, à maintenir et à développer l'influence de l'organisation qui a pris solidement pied dans la région.

Le mouvement gréviste a permis à quantité de camarades de jouer un rôle très actif dans leur boîte et dans leur syndicat. Par leur attitude, leur action et leurs mots d'ordre ils ont prouvé que les anarchistes communistes n'étaient nullement des rêveurs mais bien des combattants révolutionnaires intimement liés à la vie de la classe ouvrière.

Voici les principales décisions prises par le Congrès, décisions qui devront être appliquées sans retard par le C. I. et les groupes.

ORGANISATION

Sont nommés au Bureau fédéral : Carpentier comme secrétaire, Faucier comme trésorier. Cinq camarades leur seront adjoints ; ces membres seront chargés de coordonner l'activité des principales régions parisiennes (Paris-Sud, Nord, Ouest et Est).

Une commission de quatre membres se réunira pour délimiter ces régions et les secteurs au mieux des intérêts de la propagande.

Les congressistes ont décidé après un énergique appel de Frémont de créer leurs Comités de Défense du Libéraire, indispensables pour accélérer la marche ascendante du tirage de notre journal.

Partout où ce sera possible, des sections devront être créées pour exploiter les nombreuses sympathies qui existent chez les jeunes à l'égard de notre mouvement.

Tous les trois mois des Assemblées générales des membres de l'U.A. se tiendront pour informer et documenter les militants sur les questions d'actualité.

De plus suivant les événements des assemblées d'information élargies aux sympathisants auront lieu régulièrement.

Les C. I. auront lieu tous les 15 jours.

PROPAGANDE

Une sérieuse discussion a permis aux militants de préciser la nature de la propagande à mener.

Une série de meetings se tiendront pour exiger du Front populaire la mise en application des promesses électorales, notamment pour les questions de l'amnistie, des lois scélérates, des deux ans, etc.

La constitution de régions va permettre une agitation plus méthodique, la formation de groupes nouveaux, la diffusion régulière de notre littérature.

Le programme et les statuts de l'U.A. seront édités et faciliteront le recrutement parmi les couches de sympathisants.

La jeunesse s'organiserà particulièrement en vue de sa campagne contre les deux ans, en collaboration avec d'autres groupements de jeunesse révolutionnaires.

Dès aujourd'hui les groupes sont priés d'envoyer au C. I. toutes les indications destinées à permettre l'organisation des réunions (nombre, lieu, quantité d'affiches nécessaires, etc.).

On lira plus loin le questionnaire à remplir par tous les militants qui ont participé aux grèves et à envoyer à la rédaction d'extrême urgence.

De mon wagon

AGITATEURS ?

Je ne comprends plus très bien... En période ordinaire, lorsque nous parlons de notre Mouvement, on nous objecte que nous ne sommes qu'un demi-quartier, que nous sommes dénués de tout moyen d'extériorisation et qu'en admettant même la beauté de notre idéal et la justesse de nos théories, nous perdons entièrement notre temps à vouloir convaincre les masses. Et c'est tout juste si l'on ne nous conseille pas gentiment d'adhérer plutôt aux partis qui composent le Front populaire, et qui eux, se sont chargés de les évangéliser, les masses, et même de les catéchiser...

Seulement, dès qu'un mouvement prend assez de force et de conscience au point de menacer la société dans ses fondements, comme vient de le faire le mouvement de grèves sporadiques de ces dernières semaines, la bourgeoisie retrouve des accents pour jeter l'anathème sur les « agitateurs ». Et le mot : anarchiste est prononcé et imprimé dans la presse à sa solde, en même temps que celle-ci se répand en flèches dégradantes sur le gouvernement qui promet de maintenir l'ordre.

Seulement, messieurs, il faudrait accorder un peu vos violons. Car, en même temps, la presse de gauche vitupère également les agitateurs, mais en les appelant Croix de Feu et elle aussi réclame des sanctions à grands cris.

Faut-il donc conclure qu'il y a lieu de mettre en prison ou hors d'état de nuire :

1^o Pour satisfaire la presse de gauche, les éléments de droite hostiles au Front populaire ; 2^o Pour satisfaire la presse de droite, les éléments de gauche qui ne sont pas non plus d'accord avec le gouvernement actuel.

Ce serait évidemment une solution qui permettrait par la suite de gouverner sans opposition... Mais alors cette démocratie ressemblerait par trop aux régimes des Staline, Hitler ou Mussolini.

Et nous pourrions chanter : « C'était pas la peine, assurément, de changer de gouvernement ! »

La vérité est tout autre ; elle a échappé à la plupart des lecteurs parce qu'ils sont accoutumés de voir les événements par le gros bout de la lunette et que l'esprit d'observation n'est pas leur appanage. Et elle tient, cette vérité, en deux mots : La colère trop longtemps contenue des exploités avait besoin de se débrider, et les masses, après toutes les promesses démagogiques qui leur avaient été prodiguées, ont cru que le moment était arrivé. C'est tout.

Et puis, quand bien même, aurait-on trouvé des anarchistes et des révolutionnaires au sein des mouvements de grève, ils étaient simplement à leur poste de combat.

Qu'y a-t-il à redire à cela ? N'a-t-on pas vu dans les usines des cellules communistes ?

Je connais une fabrique de jouets métalliques de Montreuil où les délégués syndicaux ont été plutôt mal reçus par un de ces noyaux d'usine.

Et comme, pas plus dans la presse de gauche que dans celle de droite, on n'a paru avoir constaté ces faits, pourtant visibles à l'œil nu, je suis bien forcé de conclure que ce concert d'imprécations n'est somme toute qu'un chœur à deux voix, et pas si discordantes qu'il semblerait de prime abord.

Et c'est cela qui est louche, plus que les quelques « agitateurs » repérés. Le Banlieusard.

AVIS IMPORTANT

UNE ASSEMBLEE GENERALE SUR LES GREVES AURA LIEU AVANT LA FIN DU MOIS.

NOUS DONNERONS TOUS LES DETAILS DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO.



Faut-il maintenir les sanctions ?

La prochaine réunion du Conseil de la S.D.N. va devoir prendre une décision concernant le maintien des sanctions économiques contre l'Italie. Il semble qu'à ce sujet l'opinion ouvrière soit divisée. Les sanctionnistes font observer que cette mesure, même n'atteignant pas profondément l'économie italienne, même uniquement symbolique, maintient au moins la condamnation du monde civilisé contre les barbares conquérants de l'Éthiopie ; que sa levée signifierait une sorte de reconnaissance du fait accompli et qu'il ne faut à aucun prix que Mussolini regoive ce qu'il a mérité. Aussi longtemps que les sanctions seront appliquées, demeurera l'opprobre au front du fascisme italien...

Lorsqu'on examine les motifs d'une telle attitude, on y trouve ce besoin très humain et respectable de justice qui subsiste toujours au cœur des peuples en dépit de tant d'expériences douloureuses. L'assassinat perfectionné de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, le déchaînement du plus sombre génie du mal ne sauraient, pense-t-on, obliger à s'incliner devant César. Et si l'on ne peut l'abattre, qu'au moins la protestation des justes continue à s'élever et à clamer la honte des vainqueurs, que soient partout connues les atrocités italiennes, que toutes les stations de T.S.F. publient les résultats d'une enquête organisée par la S.D.N. où seront dénoncées les crimes de l'impérialisme romain. En attendant, que les sanctions soient maintenues.

Nous voudrions faire justice de ces rêves généreux mais utopiques. Nous ne réclamerons pas, quant à nous, cette enquête qu'exige dans le Barrage notre camarade Pierre Nezelof. Que nous apporterait-elle que nous ne sachions déjà ? Et pourquoi en prendrions-nous prétexte pour condamner Mussolini alors que notre propre impérialisme a employé les mêmes méthodes, en Indochine, par exemple. Qu'on relise la brochure d'André Violis : *Un fleuve de sang*, et on se rendra compte qu'en matière de colonialisme la République française n'a rien à apprendre des bourreaux italiens. Soyons justes, oui, mais soyons-le sans réticences : Et si le devant de votre porte est souillé d'ordures, balayez d'abord devant votre porte.

Quant aux sanctions, elles sont de l'aveu de chacun, parfaitement inefficaces. Elles ne sont dangereuses que pour la paix, en ce qu'elles aggravent inutile-

ment la tension européenne. L'impérialisme italien en prend prétexte pour enflammer les masses ignorantes et — elles aussi ! — passionnées de justice. Est-il de bonne méthode d'attiser cet incendie. Si l'on reconnaît que tout ce qui oppose les peuples doit être combattu, alors il faut combattre le maintien des sanctions. Ce n'est pas pour une autre raison que nous luttons contre le traité de Versailles, responsable du malentendu franco-allemand.

Certes nous n'homologuons pas, pour autant, les violences mussoliniennes. Nous nous définissons seulement d'une attitude stérile parce qu'elle est uniquement sentimentale. Prenons garde au sentiment au nom de quoi l'impérialisme a commis tant de crimes et d'abord d'entraîner les peuples dans des guerres inutiles. Nous considérons le monde comme il est, et nous voulons fonder notre politique sur des réalités. Celles-ci commandent de tirer parti des faiblesses de l'adversaire et nous interdisent toute naïveté. Notre politique doit être résolument pacifique, voilà la règle absolue. A l'heure actuelle, elle doit s'efforcer d'éteindre au jour le jour les foyers de guerre. C'est pour cette raison que nous nous refusons de nous associer à toute politique sanctionniste.

LASHORTES.

N.B. — Notre position étant définie, nous n'en avons que plus de plaisir à relever dans le même numéro du *Barrage* un article de René Gérin où se trouve exprimée avec toute la force désirable la thèse que nous défendons : la semaine dernière quand à la lumière des événements actuels, nous préconisons l'action directe du prolétariat s'appliquant non seulement à la défense de ses intérêts matériels, mais encore à celle de la paix. Citons le passage essentiel : « Supposons qu'au jour d'une mobilisation, les mobilisables occupent tranquillement le lieu de leur travail du temps de paix, s'y installent, si l'on préfère, et décident de n'en point sortir sinon par la force des baïonnettes... Constatons, continue Gérin, que nul gouvernement ne peut grand-chose contre l'action des masses, mais qu'on ne peut rien contre leur inertie. »

C'est exact. Une grève générale sur le tas serait la plus efficace des réponses à une mobilisation générale. Cette fois, nous sommes bien dans la réalité. Temoins-nous y.

La situation en Belgique

« Les représentants socialistes au sein du cabinet se sont comportés très loyalement et très sagement, ne formulant aucune revendication particulière, s'abstenant de tout appel à la mystique des salaires d'employé, à contribuer à l'apaisement et à traverser toute agitation ouvrière ».

H. Jaspard du parti libéral belge, représentant des intérêts financiers et économiques du patronat belge « Information » du 21 mai 1936.

S'il fallait encore un exemple pour prouver le lamentable enfoncement de la social-démocratie et de sa tactique, les récents événements de Belgique suffiraient à condamner définitivement les méthodes réformistes.

Le Parti Ouvrier Belge, fort de 600.000 membres, solidement basé sur ses syndicats, ses coopératives, ses unions communales, ses ligues ouvrières possède une influence rarement atteinte dans d'autres pays.

Mais cette puissance est annulée par une traditionnelle politique de collaboration, émasculée par la notion de l'intérêt général.

Vandervelde est le représentant le plus typique de cette politique ; jusqu'au boutiste pendant la guerre, farouche partisan de la collaboration à tout moment, fin manœuvrier habile à briser les tendances révolutionnaires qui se manifestent au sein du parti.

Le gouvernement Van Zeeland de Man, présenté aux masses comme une équipe devant prendre des mesures économiques qui ranimeraient l'industrie et relèveraient les conditions de vie des travailleurs, n'est arrivé qu'à réduire les salaires ouvriers et à replâtrer, très superficiellement, la vieille bâtisse capitaliste. La dévaluation de 27 % est retombée uniquement sur le dos des masses laborieuses, dont le salaire réel n'avait plus que la valeur d'achat fortement réduite. Les dépenses militaires furent augmentées en de notables proportions, la ligne de la Meuse couverte d'abris bétonnés, de constructions diverses.

La plupart des conflits sociaux furent étouffés par des appels à la discipline, à la paix sociale, au soutien du gouvernement tripartite.

Des grèves de mineurs — dans la Basse-Sambre, notamment — se virent brisées par l'intervention des gendarmes utilisant les gaz lacrymogènes.

C'est par le ministre de la Justice, le socialiste Soudan, que René Gérin, membre du Parti S. F. I. O. fut refoulé, alors qu'il venait prendre la parole dans des réunions pacifistes organisées par les Jeunes Gardes Socialistes.

L'organisation des groupes révolutionnaires est fortement entravée par le fait que les secours de chômage sont distribués par

l'intermédiaire des syndicats et que l'exclusion de ces organisations entraîne automatiquement la suppression des allocations. La trahison du leader de gauche Spaak, qui se vendit pour le portefeuille des P. T. T., permit à la minorité de gauche de se « radicaliser ».

Cela vient d'ailleurs d'aboutir à l'exclusion des partisans de « l'Action Socialiste Révolutionnaire », hebdomadaire fortement influencé par les trotskystes et certains syndicalistes restés fidèles à la lutte de classe.

Les récentes élections ont montré le désarroi profond qui règne dans le pays.

Le prolétariat, politiquement n'existe pas comme facteur indépendant.

Toute son activité est fonction de l'action parlementaire du P. O. B.

Aussi le mécontentement est général, faute d'organisation exprimant nettement un point de vue révolutionnaire, et vu la discipline traditionnelle existant dans ces grands partis, les résultats électoraux reflètent imparfaitement la situation.

Deux ou trois signes sont cependant significatifs.

En premier lieu l'apparition du mouvement Rex sur la scène politique.

Son chef, Léon Degrelle, jeune catholique, copie le mouvement chrétien-social de Dollfuss en Autriche, et sous certains aspects, celui de Gil Robles en Espagne. Une démagogie effrénée se donne libre cours, un anticapitalisme criard, la dénonciation des politiciens véreux de tous les partis apportent au mouvement rexiste une foule de mécontents venus de tous les horizons politiques.

Le vieux parti catholique se voit ainsi dépossédé de ses éléments les plus actifs. La partie flamande du parti catholique est de plus en plus entraînée vers les nationalistes flamands dont le succès provient surtout de leur antimitillitarisme et de leur refus de voir le peuple flamand lié à l'impérialisme français.

Le P. O. B. a perdu des sièges malgré un accroissement du nombre de députés. Les communistes, faiblement, du reste, ont, de leur côté, recueilli des voix de travailleurs dégoûtés du réformisme.

Les difficultés rencontrées par Vandervelde et Van Zeeland pour constituer le nouveau ministère se sont subitement aplanies devant le danger social.

Car si les travailleurs belges votent mal, cela ne les empêche pas de sentir leur misère, qui en certains endroits est profonde. Il n'est pas rare de voir les mineurs, les hiérarches, certains bûcheronniers se rendre au travail avec du pain et un bide de café, sans plus. La viande est un luxe que l'on ne se paye que le dimanche. La rationalisation, les brimades rendent le labeur exténuant.

Aussi quand elles éclatent les grèves sont

Le Coin des Jeunes

Pour une Fédération Nationale de la jeunesse anarchiste communiste

Deux éléments sont venus renforcer la jeunesse de l'U. A.

D'une part, les nombreuses adhésions faites à la suite de l'agitation lors des dernières élections et de la campagne contre les deux ans.

D'autre part, l'entrée de la Jeunesse Communiste Libertaire dans l'organisation. La désagrégation des Jeunes Socialistes Communistes, le dégoût des jeunes socialistes pour leur direction politique permettent à notre jeunesse d'étendre son influence et de ramener chez elle quantité de jeunes travailleurs.

Mais cette brusque poussée vers notre mouvement nous impose par là même une responsabilité très lourde et la nécessité de transformer notre noyau parisien en une organisation cohérente et active.

De nombreux groupes sont en formation dans les arrondissements et la banlieue. Mais simultanément, en province, des équipes se sont créées, décidées à agir et toutes pleines de possibilité.

Il s'agit donc, en premier lieu, de lier ces différents centres actifs en une Fédération nationale, ce qui permettrait, dans un bref délai de prospecter méthodiquement les régions où pullulent les sympathisants, de créer des sections là où des groupes d'adultes sont organisés, de pénétrer dans les écoles et universités, de concurrencer les organisations de jeunes défilantes.

Le succès de nos campagnes contre les deux ans, contre la militarisation de la jeunesse, dépend en grande partie de la création et du bon fonctionnement de l'organisation nationale.

Nous appelons, par conséquent, les groupes de jeunes déjà constitués, les adhérents isolés, les sympathisants à se mettre immédiatement en relations avec le secrétaire provisoire de la F. N. au Lib.

JEUNESSE ANARCHISTE

Permanence. — Tous les samedis, de 16 à 18 heures.

Pour le Secrétariat provisoire de la Féd. Nationale, écrire au journal.

Réunion Paris-Ville. — Mardi 23 juin, à 21 h. précises, au local. Ordre du jour : « La campagne contre les deux ans » ; « Organisation de la Féd. Par. ».

Groupe étudiantin. — Se mettre en relation avec Delman, au « Lib ».

LE CHEMIN DE LA PAIX

25.000 travailleurs parisiens réunis à Buffalo acclament la paix (« L'Humanité »).

A la tribune, signale « l'Humanité », on pouvait noter la présence des plus ardents défenseurs de la paix. « Pierre Cot, Schwereck, représentant des syndicats soviétiques, Lord Robert Cecil, le professeur Langevin, Noël Baker, Alvarez de Vayo, socialiste espagnol, les camarades représentant des syndicats russes : P. S. ironiques, vénére Cachin, etc., etc. ».

Bref, le fin grain, la crème des ceurs que le seul nom de paix fait entrer en transe, ceux qui tout en s'en foutant éperdument se sont décernés, pour le public un brevet de pacifisme intégral.

Après un hors-d'œuvre sportif à souhait, et un attendrissant défilé de porteurs de drapeaux (garde à vous et vivement) la partie des forts en gueule commença.

D'abord Lord Robert Cecil qui en bon anglais fit l'apologie de la S. D. N. A la suite de quoi, après quelques heures, les nacos lui firent offrir une gerbe de fleurs par des chérubins en robe blanche.

Enfin, ça y est !

Dans le genre, gâteaux, les curés ont trouvés leurs maîtres.

Saluez braves gens ! le record de la pitrerie est dépassé.

Après cela les différents orateurs apportèrent pour la défense de la paix, les mêmes matériaux usés, raclures d'arguments, clichés connus : Paix, Sécurité d'abord, Hitler veut la paix à l'U. R. S. S., le fascisme, fauteur de guerre, etc., mais ce n'était pas tout et le public éprouva d'une bavuse admiration, à encaisser sans respirer la déclaration finale du représentant des syndicats russes : A savoir que tout ce qui se réalise en U. R. S. S. c'est le socialisme, et le socialisme, c'est la paix.

Puis l'immuable vénére fit entendre la grande voix (Haut ! du p. c. français. Ah ! le connaît, ce vieux Marcel, l'art de marcher, la guerre, en front des yeux blancs, la main sur la conscience, en postillonnant son indignation tricolore.

De quoi rendre jaloux, Casimir, lui-même. Quelques seigneurs de moindre importance pour clôturer le spectacle, dont le socialiste Espagnol, de Vayo, déclarant sans rire, que le front populaire et la paix, c'était, comme qui dirait, les frères siamois.

Le tout accompagné de l'inévitable « Internationale » et de sa sœur jumelle « La Marseillaise ». Un bon dosage.

Heureux millionnaires, et vous Etats-Majors, soyez sans crainte.

On dope le matériel humain, on le gave

brusques, et s'étendent avec une rapidité déconcertante.

La grande grève de 1932, qui immobilisa la Vallée pendant plusieurs semaines est encore dans toutes les mémoires.

Elle fut localisée, puis brisée par le gouvernement réactionnaire de l'époque, à qui la fraction parlementaire social-démocrate fit confiance pour « assurer l'ordre ».

Aujourd'hui le Borinage, le Pays Noir, le bassin de Liège, le Plateau de Herve reprenant la lutte, suivant les dockers d'Anvers, suivis des métallurgistes de Cockerill et d'Ougrée-Marhay, Le seul espoir que l'on puisse émettre c'est que le mouvement se généralise à toutes les corporations, à toutes les provinces. Pour battre le Comité Central Industriel, la grève générale est indispensable.

C'est à cet élargissement de la lutte que les éléments actifs du mouvement ouvrier s'ingénient à travailler.

C'est devant ce danger que l'union nationale se reforme.

Une fois de plus il se vérifie que les politiciens du P. O. B. retrouvent leur véritable place dès le début des luttes sociales, à côté des catholiques Van Zeeland, des libéraux Jaspard et des généraux Denis.

Puisse la dure réalité ouvrir les yeux aux bagnards belges et leur faire prendre les mesures qui s'imposent : la désaffiliation de la Commission Syndicale du Parti Ouvrier Belge, la constitution d'un mouvement syndical contrôlé par les syndicats et non par les socialistes patriotes et matraqueurs du genre Vandervelde.

J. Liégeois.

même. Les discours, bellipacifistes des nacos ont sur les skatistes, le même effet que la gnôle sur le biffin.

Et puis, il faut le dire : tout a ses légitimes revendications, dans sa lutte pour le Bifteack, Populo négocierait tant soit peu le paradis socialiste et les autres balivernes dont on le bourre journellement.

Il fallait le ramener dans la ligne illico.

Au parti communiste l'honneur de faire cette grande besogne de rééducation.

Dame, quand on aime son pays !

Et on peut dire pour les nacos, c'est de la rage.

A tel point qu'ils préfèrent voir le prolétariat français crever dans une nouvelle guerre, plutôt que d'aider à son triomphe dans la lutte des classes.

Quitte à se réfugier ensuite derrière certains sophismes, et répondre ensuite à la manière de nombreux assassins trop passionnés. « Pourquoi l'avez-vous tue ? » « Que voulez-vous mon président, je l'ai mal tué ! »

Guy.

Le calvaire du peuple algérien

Lettre ouverte à mon cousin

Ton discours du 31 mai dernier au Congrès socialiste de Huyghens sur les réformes à apporter au peuple algérien est dénué de tout sens de classe, et ne répond nullement aux aspirations des travailleurs d'Algérie.

En tant que professeur dans une des plus grandes écoles d'Algérie, de plus conseiller municipal de Constantine, tu es, sans contestation possible, un privilégié, un petit bourgeois sans souci du lendemain et qui jouit de tous les droits et avantages du citoyen dit supérieur. Pour libérer les populations d'Algérie de ce joug infâme qui est le code de l'indigénat, tu n'as rien trouvé de mieux que de demander des réformes apportant progressivement l'égalité des droits, quand tu sais que tes compatriotes sont réduits depuis plus d'un siècle à la plus basse servitude et à la condition la plus misérable par des règlements barbares et une administration sans vergogne.

Tu aspires à devenir député avec le minimum de voix, celles de la minorité des intellectuels dont tu es le porte-drapeau et qui, seule, aurait le droit de vote, car tu sais bien que tu n'aurais aucune chance si le suffrage était étendu à toute la population.

A mettre les manuels, les mesquins et les fellahs au rang des êtres inférieurs, dans un pauvre troupeau, dont toi et les pareils serriez les sinistres bergers.

Dans tout ton discours, je n'ai pas senti l'intérêt que tu devrais porter au peuple qui souffre atrocement depuis plus d'un siècle sous le joug des gouvernaux et des requins coloniaux qui l'exploitent à mort.

Tu n'as pas dit qu'il y a échange des devoirs et des charges qu'on leur impose, il serait logique de donner aux Algériens au moins autant de droits qu'on en accorde aux tarés, aux ivrognes et autres crétins quand ceux-ci ont eu la chance de naître sur le sol métropolitain de la belle et socialiste république française.

Nous n'avons que trop vu de ces peaux de lapins à ton image et nous connaissons la valeur du politicien qui n'a même pas de scrupules dans la trahison.

Mais tout n'est pas perdu pour les mesquins, pour les fellahs, qui nous sommes néanmoins quelques-uns qui bravent les lois et leurs fabricants et qui sauront montrer à ceux que vous trahissez la voie de l'action directe génératrice de toute libération.

Si le Gouvernement de Front Populaire, qui est un espoir de libération légale du peuple algérien, persiste à lui marchander son droit le plus sacré, nous sommes là, les hors toutes les lois, pour le guider vers la liberté et lui aider à briser ses chaînes.

Nous lui enseignerons le refus de l'impôt, le refus catégorique de servir ses maîtres à l'armée ou autrement et la révolte contre tout ce qui l'opprime.

Nous lui crierons bien fort : Peuple algérien opprimé, délivre-toi. Tous debout, mort aux tyrans ! En avant pour l'anarchie !

Sail Mohamed.

CARRIERES-SUR-SEINE

La fête champêtre que le groupe devait organiser le 5 juillet est, par suite de circonstance imprévue reportée au 26 juillet.

La prochaine réunion du groupe aura lieu le samedi 27 juin à 20 h. 30, café de la Mairie à Carrieres.

Tous les compagnons libertaires et syndicalistes sont priés d'être présents à cette réunion. Un camarade fera une causerie controversée sur les événements actuels.

Pour le Groupe.

Brousselle.

CERCLE D'ETUDES COMMUNISTE-LIBERTAIRE

Retenez la date :

Samedi 20 juin à 20 h. 30 très précises.

Salle du Restaurant Benoit, 75. Fg. St-Martin.

CONFERENCE PUBLIQUE ET CONTRADICTOIRE

« Le mouvement révolutionnaire en Espagne »

par Ridet

Participation aux frais : 1 franc.

DRAVEIL-VIGNEUX

Mercredi 24 juin

REUNION, à 20 h. 30

7, rue de Villeneuve-Saint-Georges

(En face l'église, au fond de la cour) à Draveil

Le camarade Ridet, de retour d'Espagne, traitera le sujet suivant : Le mouvement révolutionnaire en Espagne.

Groupe de Clichy

Grande réunion publique et contradictoire

le mardi 23 juin à 20 h. 30

Salle Municipale, 115, rue du Bois à Clichy.

Sur L'AMNISTIE INTEGRALE

Orateurs : Ridet, Ringas, Aurèle Paterni.

Abonnements au « Libertaire »

FRANCE	ETRANGER
52 Nos 22 fr.	52 Nos 30 fr.
26 Nos 11 fr.	26 Nos 15 fr.
13 Nos 5 fr. 50	13 Nos 7 fr. 50

Chèque postal : N. Fauquier, Paris 506.06

20, rue Plat, Paris (20^e)

La Vie de l'U.A.

Commission administrative. Réunion lundi 22 juin, à 20 h. 30, Local habituel.

C. I. — Réunion samedi 20 juin, à 20 h. 30 au « Libertaire ». Tous les groupes doivent être représentés.

Groupe du XVIII^e. — Réunion tous les jeudis, à 21 heures, 63, rue Doudeauville. Les sympathisants sont cordialement invités.

Groupe du 19^e. — Réunion tous les jeudis à 20 h. 30 au local du Libertaire.

Groupe Intercommunal Banlieue Sud. — Réunion de tous les copains le lundi 22 juin, à 20 h. 30, chez Maxim, 51, rue Fricheuse, à Gentilly.

P. S. — Préparation d'un meeting contre les deux ans.

Groupe de Colombes. — Pour tous renseignements et adhésions s'adresser à Scheck, 3 bis, rue Victor-Hugo. Le Libertaire est en vente à la librairie, 146, rue Saint-Denis et au marché le dimanche matin de 10 à 12 heures.

Groupe de Noisy-le-Sec. — Le groupe se réunit tous les 2^e et 4^e vendredis de chaque mois au café du Siècle, maison Pige, face à la mairie.

On trouve le « Libertaire » à notre siège, tous les vendredis ainsi qu'à la ériée le samedi matin.

Banlieue Est. — Groupe de Montreuil. — Permanence les 2^e et 4^e jeudis de chaque mois, à 20 h. 30, ainsi que tous les dimanches matin, de 10 h. à midi, salle de la Coopé, 11, rue de l'Eglise, Montreuil.

Groupe de Bagnolet. — Les réunions du groupe ont lieu tous les 1^{er} et 3^e vendredis de chaque mois, rue Floche, les camarades anarchistes et sympathisants sont cordialement invités.

Groupe anarchiste de Drancy. — La réunion du Groupe a lieu tous les 1^{er} et 3^e samedis de chaque mois, chez Passebon, café des 3 Marches, 50, avenue Marceau; les copains y trouveront le « Libertaire » toutes les semaines, ainsi que le « Terre libre » tous les mois.

Groupe d'Antony. — Le « Libertaire » et la « Patrie Humaine » sont en vente tous les dimanches matin de 9 h. à 12 h., place du Marché.

Samedi 20 juin, causerie du camarade Frémont sur l'Anarchie et son idéal. Tous les adhérents et sympathisants doivent être présents.

Groupe Communiste Libertaire d'Aubervilliers. — Réunion tous les mercredis à 20 h. 30, 16, rue du Vivier, au Café. Appel est fait à tous les camarades habitant La Courneuve et Le Bourget pour rejoindre le groupe.

Clichy-Genevilliers-Asnières-Levallois. — Réunion du groupe samedi 20 juin à 20 h. 30, 102, quai de Clichy.

Ordre du jour : Derniers préparatifs pour le meeting sur l'Amnistie. Propagande à envisager pour la région. Samedi après-midi de 5 à 7 heures, vente du journal à la porte Clichy.

Pour tous renseignements concernant le groupe, écrire à Le Bot, 6, rue de l'Arbre-Sec, à Genevilliers.

Groupe Communiste Libertaire de Versailles. — Réunion tous les jeudis, heure et lieu habituels. Le jeudi 18 juin, compte rendu du Congrès. Présence indispensable.

Sannois. — Un groupe anarchiste vient de se former et fait appel à tous les copains des environs.

Pour tout renseignement s'adresser chez le camarade Nicaisse, 104, rue d'Ermon, à Saint-Germain.

Blanc-Mesnil. — Les camarades sont priés de venir trouver le « Libertaire » toutes les semaines chez le dépositaire de journaux, avenue de Drancy.

Groupe de Montrouge. Malakoff, Vanves et Châtillon. — Réunion tous les mercredis à 8 h. 30, salle de la Coopé, 43, rue Victor-Hugo, à Malakoff. Appel à tous et aux sympathisants.

Groupe Libertaire de Sartrouville. — Tous les dimanches les camarades anarchistes de Sartrouville-Maisons-Laffitte se retrouvent derrière nos amis vendeurs du « Libertaire » et du « Combat syndicaliste ». Au Marché, à partir de 9 h. près de la gare. Pour tout ce qui concerne le groupe doit être adressé à Le Maner, 5, rue Friedland.

Groupe Anarchiste de Saint-Ouen. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, au restaurant Frayssé, 101, avenue des Balgnoles.

Appel à tous les camarades anarchistes sans distinction de tendance.

Lille. — Samedi 27, à 20 h. au Cabaret Flammant, 23, place Rihour à Lille, le camarade Bliq traitera le sujet suivant : La leçon d'une grève. Cordiale invitation à tous.

Valenciennes. — S'adresser à Fromont, 1, rue Soudeur.

</

